



L'année 2013 s'est achevée dans un climat délétère pour les agents des Finances Publiques.

En 2014, la MAP et sa déclinaison dans les services de la DGFIP, la démarche stratégique, continue à produire ses effets dévastateurs : accélération de la dégradation de nos conditions de travail et de la régression de la qualité du service rendu au public, sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, de la réduction permanente des budgets de fonctionnement et des restructurations- réorganisations.

Le tout est aggravé par l'accroissement permanent de la fréquentation de nos guichets par une population de plus en plus démunie socialement.

Dans le même temps, la rémunération nette des agents diminue, conséquence du gel des salaires et de l'augmentation des retenues pour pension.

Dans ce contexte, les 2 002 nouvelles suppressions d'emplois pour 2014, 14 pour la DDFiP de Maine et Loire, constituent encore une saignée à blanc qui donne tout son contenu au rouleau compresseur de la démarche stratégique, et servent d'alibi à tous les abandons de missions et fermetures de services réputés non viables.

Lors du CTR du 7 juillet 2013, toutes les organisations syndicales ont voté contre la démarche stratégique de la Direction Générale, dont les effets se feront véritablement sentir sur le réseau après les élections municipales de 2014, lorsque les restructurations des postes comptables et services seront rendues publiques.

En novembre, la parution du rapport sur la Fonction Publique ou rapport Pêcheur, enfonce de nouveaux coins dans le Statut Général en préconisant la mobilité au sein des fonctions publiques au moyen de « transfonctionnaires » dans l'objectif d'accélérer la politique dite de Modernisation de l'Action Publique et favoriser son cortège de restructuration d'administrations et de suppressions d'emplois.

Pour les Syndicats **Solidaires Finances Publiques 49, FO DGFIP 49 et CGT Finances Publiques 49**, ce destin n'est pas inéluctable et nous revendiquons un changement complet de la politique de destruction insidieuse de la DGFIP au profit d'une politique de soutien à toutes les missions financières, fiscales et foncières. Cela passe par l'arrêt immédiat de la politique d'austérité, les suppressions d'emplois et la baisse drastique des crédits budgétaires qui en découlent.

Les sections syndicales **Solidaires Finances Publiques 49, FO DGFIP 49 et CGT Finances Publiques 49**, par-delà leurs positions respectives, estiment qu'il est urgent que les personnels se rassemblent sur les revendications qui les unissent :

- ◆ **Aucune suppression d'emplois et la création d'emplois statutaires à la hauteur des besoins des postes et services !**
- ◆ **L'augmentation des crédits de fonctionnement !**
- ◆ **Arrêt et abandon de la démarche stratégique !**
- ◆ **Augmentation significative de la valeur du point d'indice et rattrapage de la perte de pouvoir d'achat des traitements depuis 2000 !**
- ◆ **Arrêt des réorganisations et des restructurations !**
- ◆ **Maintien de l'intégralité des missions exercées par la DGFIP !**
- ◆ **Maintien de l'ensemble du réseau de proximité avec les moyens nécessaires pour fonctionner, trésoreries, SIP, SIE, contrôle fiscal, soutenu et dirigé par des directions départementales conservant toutes leurs prérogatives !**
- ◆ **Non au rapport Pêcheur !**
- ◆ **Maintien du Statut Général des Fonctionnaires et de nos statuts particuliers !**

Une riposte de l'ensemble des agents des finances publiques est plus que nécessaire pour faire reculer le gouvernement !

Solidaires Finances Publiques 49, FO DGFIP 49 et CGT Finances Publiques 49 l'affirment ensemble : l'année qui s'ouvre va être décisive pour l'avenir des services. La détermination gouvernementale à liquider le service public républicain des Finances Publiques et la conception qui consiste à considérer l'ensemble des personnels des Finances Publiques comme une variable d'ajustement des contre-réformes qu'ils subissent, ne sont plus supportables.

Maintenant ça suffit !!!

Dans ce contexte, les Syndicats Solidaires Finances Publiques 49, FO DGFIP 49, CGT Finances Publiques 49 alertent tous les agents des Finances Publiques. Ils considèrent que désormais la grève est la seule riposte possible pour préserver les droits des agents et sauvegarder les missions et le réseau de la DGFIP. Ils mettront donc tout en œuvre avec leurs syndicats nationaux pour organiser, les conditions d'une mobilisation dans l'unité la plus large.

Les syndicats signataires de cette déclaration ont décidé de boycotter le CTL suppressions d'emplois du 20 janvier 2014, réuni en deuxième convocation.